

## Trésors écologiques

**La protection de la nature et l'économie n'ont pas à s'affronter. Les espaces protégés peuvent à la fois favoriser la diversité biologique et la création de valeur régionale – et devenir des régions modèles de développement durable dans les Alpes.**

L'Entlebuch est longtemps resté pour les verts et les employés de l'administration chargée de la protection de la nature un territoire très délicat. S'ils tentaient de pénétrer la vallée à l'ouest de Lucerne, ils tombaient sur des visages fermés, des poings repliés et parfois même des fourches à foin menaçantes. Lors d'une conférence de presse en plein air, les habitants d'Entlebuch ont de curieuse façon protesté contre les défenseurs de la nature. Le directeur de la station thermale de la commune de Sörenberg avait l'air d'un chef de tribu sorti tout droit d'un western hollywoodien car il s'était maquillé en indien et affublé de plumes. Son message était le suivant : « La protection de la nature fait de nous les Indiens de la Suisse ! Nous allons être parqués dans une réserve où nous n'avons aucune chance de survie ! »

A la fin des années 1980, les esprits étaient très échauffés dans l'Entlebuch. La protection de la nature et le développement économique semblaient inconciliables, comme des pôles opposés, surtout dans cette région qui se considérait comme la victime de la dénommée initiative de Rothenthurm. En 1987, les Suisses ont décidé par référendum que le territoire militaire de Rothenthurm et tous les autres marais du pays seraient mis sous protection. Étonnamment, 58 % des personnes ayant le droit de vote avaient voté pour.

Dans l'Entlebuch, il y a depuis longtemps tant de marais de grande valeur que soudain un quart du territoire se trouvait protégé, voir même deux tiers dans la commune de Flühli qui possède les plus importants marais de la Suisse. Les agriculteurs ont vu la nouvelle loi comme une limite à leur activité à laquelle il

semblait difficile de trouver des alternatives, dans une région comptant très peu d'industries ; à Flühli Sörenberg, le tourisme de ski avec ses 19 remontes-pentes, constituait une bonne source de revenus qui semblait désormais menacée par la protection des marais. L'occasion a été saisie par le directeur de la station thermale Theo Schnider pour jouer son rôle d'autochtone dont les droits de chasse sont disputés.

Douze années plus tard, il réapparaît dans les médias, mais cette fois-ci dans un autre rôle : son Entlebuch, qui s'est battu contre la protection des marais a été classé en 2001 réserve de biosphère par l'UNESCO ; Theo Schnider est de ceux qui ont lutté pour atteindre cet objectif, développé des concepts et mener des soirées d'information.

Rien ne pouvait mieux illustrer le revirement de l'Entlebuch que la conversion de Theo Schnider en partisan des écologistes, ce que certains habitants de la très catholique région ont comparé à la conversion de Saül de Tarse qui est devenu l'apôtre Paul. Or elle ne paraît plus si exceptionnelle, sachant que depuis les années 1980 le paradigme de la notion de protection de la nature a évolué.

Traditionnellement la protection de la nature visait une conservation écologique de surfaces de grande valeur. On cite souvent l'image de « protection sous une cloche de verre », décidée « d'en haut » ; ce qui explique que les gens la voient surtout comme un ensemble d'interdictions, n'incitant pas vraiment à faire sien ses objectifs.

Une autre approche gagne toujours plus de terrain consistant à envisager le développement d'une ré-

**Des perspectives inhabituelles :** après un second regard, les habitants de l'Entlebuch ont réalisé ce que la biosphère pouvait apporter aux hommes et à la nature.



gion justement grâce à la protection de la nature. Elle agit comme une ligne directrice qui indique à quel point une situation écologique et économique peut être améliorée. « La protection par l'usage » devient le slogan de cette approche positive qui ne considère plus les activités économiques comme nuisibles pour la nature, mais souvent même comme conditions de préservation des paysages et des espèces.

## La biodiversité dans les Alpes provient aussi des usages traditionnels par les hommes.

Ainsi, de vastes espaces protégés peuvent devenir des régions modèles pour un développement durable. Pour la CIPRA, la nouvelle approche constitue la base de la commande d'une étude sur les espaces protégés. Un ensemble de planificateurs et de planificatrices ont tenté de répondre à la question suivante : sous quelles conditions les trésors écologiques peuvent-ils concilier le développement régional et la préservation de la biodiversité ? Comment préparer et modifier avec succès un nouvel espace protégé ?

Le développement régional ne se réduit pas à une amélioration de la performance économique : il doit aussi se soucier de la qualité de vie. Ainsi, les transports publics de proximité, les services sociaux et les instances communales sont également nécessaires pour permettre à la population de prendre part aux décisions politiques.

La biodiversité est une notion polysémique souvent synonyme de diversité des espèces, mais qui suppose aussi la multitude des systèmes écologiques ainsi que la variété au sein d'une même espèce, donc les différences génétiques entre les individus et les populations. Les Alpes ne comptent pas moins de 2000 à 3000 espèces de plantes pour 100 km<sup>2</sup>, le double par rapport aux plaines de l'Europe centrale. 400 espèces comme les crépis enzian, les œillets des glaciers

ou le coquelicot du sud des Alpes ne se rencontrent que dans les Alpes. Il y a environ 150 ans, la diversité des espèces était bien plus élevée car l'utilisation du territoire était organisée en petites unités : plus les différents usages s'imbriquent, plus les espèces sont nombreuses. La structure en mosaïque est liée, dans les Alpes, au sol, mais aussi beaucoup plus qu'en plaine, à l'ensoleillement et l'altitude. La diversité des espèces dans les Alpes est donc liée en grande partie au travail traditionnel de l'Homme, sans lequel elle disparaîtrait. Elle recule par exemple là où les prairies maigres sont abandonnées parce que le pâturage n'y est pas rentable : les ensembles de plantes naturelles qui regagnent les terrains sont en règle générale plus pauvres en espèces.

Les experts et expertes missionnés par la CIPRA ont fait des recherches dans la littérature spécialisée sur ce thème ; ils ont surtout examiné de près quelques espaces protégés. « D'abord la bonne nouvelle », dit Michael Jungmeier du bureau d'études E.C.O. de Klagenfurt, un des experts : « La biodiversité et le développement peuvent être atteints ensemble. » Et la mauvaise nouvelle ? « Il n'est pas simple de concilier les deux objectifs : plusieurs conditions doivent être réunies. » Une des plus importantes concerne le succès d'un espace protégé : « Nous devons trouver des activités économiques pour le moment en sommeil mais que les espaces protégés peuvent mettre en valeur. »

C'est ce que montre l'Entlebuch, pays des anciens opposants à la protection des marais. C'est un paysage qui semble peint par un enfant. A travers la vallée ouverte, s'étendent de douces collines aux multiples verts ponctuées de haies fleuries, de bois et de fermes, et sur un sommet, un arbre. 17000 personnes vivent sur ces 400 km<sup>2</sup> où les industries sont rares mais qui ne comptent pas moins de 1200 fermes agricoles. Plus du tiers des actifs travaille encore dans l'agriculture. Aussi charmant l'Entlebuch soit-il, il est resté inaperçu au milieu de la multitude de paysages spectaculaires que la Suisse possède - jusqu'au débat sur la

protection des marais..

« Nous nous sommes interrogés au début des années 1990 : Comment un développement économique est-il encore possible alors que la moitié de notre territoire est protégé ? », se rappelle Theo Schnider, aujourd'hui âgé de 50 ans et directeur de la « Biosphère UNESCO de l'Entlebuch ». Pour tirer avantage d'un handicap, l'ancien responsable du tourisme a tenté de créer avec ses camarades de combat de la région un « centre de compétences des marais ». « Tout s'est alors déclenché. Nous avons constaté que nous n'avons pas que des marais. Nous avons aussi des zones karstiques. La question suivante était : « Et les hommes dans tout ça, comment faire participer la population ? Nous sommes ainsi parvenus au concept de réserve de biosphère de l'UNESCO. »

Les réserves de biosphère font partie des nombreuses catégories d'espaces protégés qui se différencient par leurs objectifs. Elles sont chargées de la conservation d'un paysage culturel et de mener un développement durable. Les parcs nationaux, au contraire, sont un instrument classique qui se doit de donner priorité à la protection de la nature face aux interventions de l'Homme. Quant aux zones Natura 2000, elles découlent d'une initiative de l'Union européenne qui vise à constituer un réseau d'espaces protégés pour les animaux sauvages et leurs territoires à cheval sur plusieurs pays européens. Comme les réserves de biosphères, les parcs naturels nationaux doivent préserver les paysages culturels, les prescriptions et les objectifs étant différents selon le pays. Ainsi en Allemagne les parcs naturels doivent-ils favoriser de manière explicite le tourisme durable. La législation autrichienne insiste en revanche sur l'offre en matière de formation comme les visites guidées et les catalogues. Selon les pays, les exigences à propos de la gestion des espaces protégés ou des interventions humaines autorisées diffèrent ; en particulier pour les parcs naturels, de nombreux protecteurs de l'environnement mettent en cause les dispositions trop laxistes et parlent de

« labels trompeurs ». Certains territoires ont parfois même plusieurs casquettes : ainsi en Allemagne, le fait qu'une grande partie d'un territoire soit déjà une zone de protection de la nature ou du paysage est une condition pour devenir un parc naturel. Il est également possible que ce territoire appartienne déjà au réseau Natura 2000.

## Les espaces protégés ont besoin de critères de qualité valables dans toutes les Alpes.

Tout cela explique le fait que les espaces protégés n'aient pas de standard commun et qu'ils sont par conséquent difficiles à comparer. La CIPRA préconise en toute logique dans son « Mémoire sur l'avenir dans les Alpes » que « Des critères de qualité contraignants doivent être introduits pour toutes les catégories d'espaces protégés alpins. ». L'outil pour ce faire existe : le protocole sur la protection de la nature et l'entretien du paysage de la Convention alpine pourrait servir à harmoniser les objectifs.

Les experts missionnés par la CIPRA constatent que, d'une manière générale, la multitude de catégories d'espaces protégés entraîne une réelle confusion, sans compter que plus du tiers de l'ensemble des Alpes fait partie d'un espace protégé. De nombreux visiteurs et visiteuses ne saisiraient souvent pas bien la différence qui existe entre un parc national et un parc naturel. Les planificateurs ont souvent constaté que la perspective de création d'un espace protégé déclenche dans la population locale « une peur viscérale des restrictions » selon Michael Jungmeier. « Pourtant, un parc naturel, par exemple, est une distinction qui n'engendre habituellement ni interdictions supplémentaires ni restrictions en matière d'utilisation du territoire. »

C'est pourquoi les responsables des espaces protégés devraient coopérer pour préciser le positionnement de chacun des types d'espaces. Il existe certes depuis

le début des années 1990 le Réseau Alpin des Espaces Protégés, ALPARC, qui fonctionne bien ; mais de nombreux responsables de parcs ne tirent pas suffisamment profit de cette possibilité d'échange. « En plus, les parcs naturels devraient mettre en place de solides confédérations au niveau national, afin de mener un travail de lobbying et de marketing de façon professionnelle. » Par ailleurs, un élément clef serait que chaque espace protégé tente de se démarquer. « Les espaces protégés doivent se définir comme des marques. Ils ont besoin d'originalité : le visiteur doit clairement voir ce qui fait la spécificité de chaque territoire. »

L'important pour les acteurs régionaux souhaitant créer un espace protégé, est dans un premier temps de choisir la catégorie d'espace protégé qui convient le mieux à leur région et qui sera également porté par la population. « Il serait insensé de charger une agence de publicité du bricolage d'un concept visuel. » Les territoires devraient prendre conscience par eux-mêmes de leurs atouts et aux acteurs du territoire de définir ce qu'ils veulent - et ce qu'ils refusent. « Un concept doit être authentique. Ne rien inventer ! Le succès dépend de l'implication des personnes intéressées dès le début. »

La notion de réserve de biosphère a fait bondir les rebelles d'Entlebuch pour les mêmes raisons parfois invoquées par les protecteurs de la nature : la protection de la nature ne serait qu'un objectif parmi d'autres car, dans cette catégorie, le développement économique et social aurait une forte place. Ainsi, des protecteurs de la nature s'inquiètent du fait que dans une réserve de biosphère le ski soit possible, comme à Sörenberg où les pistes se déploient aussi sur des zones de marais trop nombreuses et trop sensibles. Ce qui n'a pas plu aux habitants de l'Entlebuch était le terme de « réserve ». Il renvoie directement aux polémiques sur les Indiens et à la conférence de presse du chef de tribu Theo Schnider. « Nous avons longtemps combattu l'image d'espace protégé des marais, un ter-

ritoire destiné à être vidé d'une grande partie de son activité humaine et à être livré à la nature », explique Theo Schnider. « C'était un grand pas pour nous, de tirer parti des chances offertes par ce qui était perçu comme des restrictions. »

S'il n'a pas été facile pour l'instigateur de faire le premier pas, la population a eu d'autant plus de difficultés à poursuivre dans cette voie. L'implication de quelques acteurs clefs a été décisive. « Je travaille depuis de nombreuses années en tant que conseiller pour les espaces protégés et c'est de plus en plus évident pour moi que le succès dépend surtout des personnalités qui mènent le projet, » dit Michael Jungmeier de l'institut E.C.O. On ne demande pas à ces personnes de réciter par cœur la liste rouge des espèces en danger ; il importe surtout de savoir calmer la peur du nouveau chez les gens, de les convaincre des avantages du nouveau, de les impliquer et les motiver.

Pendant des mois, Theo Schnider et deux autres alliés ont sillonné les villages pour présenter le projet près de 300 fois, devant des associations d'agriculteurs, des conseils municipaux, des clubs du 3<sup>ème</sup> âge, des orchestres et des clubs de sport. Nous sommes même allés chercher chez eux des opposants convaincus. « Nous les avons invités à débattre de leur opposition avec nous. Nous sommes en définitive parvenus à affaiblir leurs arguments. »

Le fait que Theo Schnider soit un « local » a aidé. Ayant grandi dans l'Entlebuch, il était connu de tous les notables en tant que directeur de la station thermique de Sörenberg. Il est aussi engagé dans la vie sociale – jusqu'à nos jours, il se transforme chaque année en régisseur d'une comédie qu'il a lui-même écrite et qu'il met en scène avec l'association des Jodler de Sörenberg. « Il ne suffisait pas de raconter aux gens qu'ils ne devaient pas attendre de nouvelles lois. Il fallait leur expliquer ce que cela allait leur apporter », insiste Theo Schnider. Lui et ses comparses se faisaient appeler « Les Verts et gauchistes », ce qui était considéré comme une insulte dans l'Entlebuch – et s'expri-



**Le chef de tribu :** Theo Schnider a déjà joué de nombreux rôles dans sa vie. Il a été directeur touristique, chef de tribu indienne, metteur en scène de comédies et, lors de manifestations publiques, il a accepté d'être considéré comme « vert » ou « de gauche », ce qui est une injure dans l'Entlebuch. Aujourd'hui, il est avant tout directeur de la biosphère UNESCO.

maient dans un langage compris de tous : ils parlaient de possibilités de développement dans la branche touristique, d'une meilleure commercialisation des produits locaux et de versements compensatoires pour les contrats de protection de la nature. D'après les définitions de l'UNESCO, les réserves de biosphère doivent être divisées en trois zones : une zone centrale à protéger strictement, une zone d'entretien où une utilisation respectueuse de la nature sera assurée et une zone de transition ouverte à des activités économiques répondant aux critères du développement durable. Les gens ont commencé à se faire à l'idée que le projet représentait une chance. En l'an 2000, les initiateurs ont chargé les assemblées communales de la vallée

de déterminer si les habitants étaient prêts à apporter au projet de « Biosphère » une faible contribution de 4 francs suisses par personne et par an. Lors du premier vote dans la commune de Flühli (qui comprend une proportion importante de marais protégés), environ un quart des habitants était encore opposé au projet, mais dans les autres communes l'approbation a été plus importante. Au final, 94 % se sont prononcés en faveur et ont soudain eu le sentiment que cela avait toujours été une bonne idée. Cela allait dans le sens voulu par les initiateurs : « Un projet est bon quand tous l'ont inventé », dit Theo Schnider. D'après les expertes et experts de l'étude de la CIPRA, impliquer la population locale et tous les intéressés



**Vin de fraise du Birkenhof :** Corinne Schnider du Birkenhof à Sörenberg cultive chaque année 1,5 hectare de fraises. Ce qui n'est pas vendu comme fruits frais dans l'Entlebuch est transformé par son mari et elle en vins, eaux-de-vie et confitures. A la ferme, ils vendent ces produits aux touristes et aux habitant-e-s. « Les gens recherchent vraiment les spécialités gourmandes de la région », dit Corinne Schnider.

est toujours la condition pour qu'un espace protégé fonctionne bien. Les deux autres facteurs essentiels sont l'adaptation du projet au contexte régional et la gestion professionnelle du projet.

Outre les représentants administratifs et politiques locaux et régionaux, il importe d'impliquer aussi le tissu économique régional comme l'écrivent les experts : « La qualité de vie et l'identité régionale sont liées à la vitalité économique d'une région. Pourtant les acteurs économiques redoutent souvent un excès de réglementation et des handicaps concurrentiels liés à l'application de cahiers des charges propres aux espaces protégés. A l'inverse, les préoccupations des entrepri-

ses sont souvent mal comprises par l'administration publique, les organisations non gouvernementales et la population. » Pour parvenir à un concept régional commun, les différentes parties doivent échanger, s'écouter et apprendre de l'autre : cela semble si simple et s'avère pourtant si difficile. Les auteurs de l'étude de la CIPRA recommandent que les initiateurs d'espaces protégés tentent de gagner à leur projet des décideurs influents aux niveaux local et régional. Le dialogue avec les opposants doit être entamé dès le début, si nécessaire en faisant appel à un médiateur qui chercherait un compromis, ce qui pourrait aussi être profitable aux opposants.

Les projets d'espace protégé réussis reposent en général sur la tradition, la culture et l'identité régionales. Elaborer un projet d'espace protégé exige un travail en amont primordial et qui peut s'étaler sur plusieurs années. Il importe qu'un projet régional soit non contraignant du point de vue juridique. Il doit être flexible, adapté aux besoins et problèmes actuels rencontrés par la région, intégrer tous les secteurs économiques, les différents niveaux administratifs et les instances décisionnelles politiques. Comptoirs de cafés, sorties de terrain, conseils municipaux et réunions associatives sont autant d'occasions pour les personnes engagées dans l'élaboration d'un projet de territoire de se poser les mêmes questions : d'où venons-nous ? Où sommes-nous ? Où voulons-nous aller ?

Composer le projet de territoire est un élément de la stratégie de gestion. Qu'un espace protégé relève plutôt d'une autorité nationale ou bien se situe au niveau régional n'est pas déterminant. L'étude de la CIPRA montre en revanche que les espaces protégés réussis ont eu recours à des instruments comparables au cours des phases de préparation et de mise en œuvre. Ainsi, les espaces protégés réussis examinés par la CIPRA ont-ils dès le début adopté une structure d'organisation transparente, aussi bien pour les acteurs du projet que pour les personnes extérieures, et qui répartit les responsabilités de façon claire. La communication doit être ouverte entre les parties prenantes au processus et l'opinion publique. Les conflits ne sont pas écartés mais gérés rapidement. « Sans un gestionnaire à temps plein, rien n'est possible », dit Michael Jungmeier. « Une plateforme professionnelle qui prend en compte tous les intérêts et droits d'usage est indispensable. » Cette plateforme doit parvenir à établir une coopération qui soit profitable à tous, au sein et entre des secteurs comme l'agriculture, la gastronomie et le commerce. Les effets positifs de telles synergies doivent être rendus publics au niveau régional comme le dit l'expression « fais le bien autour de toi et parles-en ».

Les habitants de l'Entlebuch ont mis en pratique nombre de ces recommandations. Le label de qualité « Echt Entlebuch » (Entlebuch authentique) est un exemple qui montre comment l'agriculture, les métiers de bouche, le tourisme et la protection des paysages peuvent s'entraider. Entre temps, ce sont trois douzaines d'entreprises qui ont certifié au total 300 produits avec ce label. La valeur ajoutée annuelle des produits qui bénéficient de ce label « Echt Entlebuch » avoisine les 3 millions d'euros. Les résultats sont en partie liés à une longue filière régionale : le lait des fermes de l'Entlebuch est transformé par des fruitières locales et revendu à douze restaurants qui sont « partenaires gastronomiques de la « Biosphère » ». Les chefs cuisiniers inventent chacun un dessert raffiné au fromage qu'ils présentent dans une brochure commune. A la sortie du restaurant, les touristes et les habitants demandent les spécialités fromagères dans les commerces de la région.

Chez Willy Kuster, chef cuisinier de l'hôtel Rischli à Sörenberg, on peut déguster un dessert composé de menthe et de fromage aux herbes de la fruitière locale de Schüpffheim. Au début du mois de mai, en demi-saison, Willy Kuster est assis dans le restaurant de son hôtel ; l'établissement est vide outre quelques ouvriers de chantiers routiers qui sont venus manger à midi. Son établissement pouvait à l'époque se contenter des skieurs, mais cet hiver-là, il n'y a à nouveau pas eu assez de neige. Willy Kuster ne s'attendait pas à autre chose mais il garde tout de même espoir. « Nous nous sommes dit : qu'allons-nous devenir si la neige disparaît ? Nous ne pouvons survivre que si nous avons des clients toute l'année. Nous avons décidé de faire de notre établissement un « hôtel bien-être » ». Au début de l'année 2006, il a doublé sa capacité d'accueil pour atteindre 60 lits et en embauchant huit nouveaux employés, dont des masseurs et des esthéticiennes. L'hiver, les clients ont la possibilité de faire autre chose que du ski et en été, des couples réservent un week-end romantique « Bien-être Biosphère » pour elle et

lui » avec peeling à base d'herbes, chandelles et bain bouillonnant. « Si la « Biosphère » n'existait pas, cela aurait été plus risqué d'oser l'agrandissement », dit Willy Kuster. « Notre maison bâtit son futur grâce à elle. »

Comme les onze autres partenaires gastronomiques de la « Biosphère », il s'est engagé à commander les trois quarts de ses produits chez des fournisseurs de la région. En échange, les gestionnaires de la « Biosphère » lui envoient des participants aux conférences et excursions, dont la fréquentation l'an passé a atteint 7500 personnes.

Le forum gastronomique encourage de telles collaborations. De tels forums servent au sein de la « Biosphère » à impliquer les groupes professionnels ou groupes d'intérêts. Le forum touristique a élaboré sa stratégie marketing avec la ville de Lucerne : les touristes doivent venir apprécier la ville de Lucerne et le lac avant d'aller dans l'Entlebuch pour respirer le bon air, « Döreschnufe » selon l'expression locale. Même si le tourisme stagne en hiver, les nuitées réalisées en été par les hôtels de l'Entlebuch progressent de 2 à 4 % chaque année.

Le forum de l'énergie propose un sentier didactique sur le thème de l'énergie. Le forum du bois a créé une table de la « Biosphère ». Le bois vient des forêts locales et est débité par des scieries régionales. Des ébénistes locaux construisent la table qui est vendue par l'intermédiaire du magasin de meubles de l'Entlebuch. Le forum agricole agit essentiellement comme groupe de pression aux niveaux cantonal et fédéral. « A Lucerne, il y a d'importantes exploitations agricoles des régions de plaines et de cultures spécialisées qui sont très influentes. Il est essentiel que les voix des agriculteurs de l'Entlebuch, avec leur activité liée au lait et aux alpages soient aussi intégrées », insiste Stefan Heller, responsable du forum agricole.

Travail de lobbying, valeur ajoutée – mais quelle place pour la biodiversité ? Pour « Pro Natura », celle-ci est bien trop peu considérée. « La « Biosphère » com-

mercialise le marais mais ne s'occupe pas de sa protection », se plaint Urs Tester, expert de la protection des espèces de la grande association suisse de protection de la nature. La zone tampon autour des marais ne serait ainsi pas prise au sérieux. Par ailleurs, une meilleure gestion des flux de visiteurs s'impose, afin que des zones tranquilles soient préservées pour que des espèces menacées, telles le Grand Tétrás, puissent se reproduire. Le directeur M. Schnider avoue ouvertement qu'il ne se considère pas comme un protecteur de la nature de la vieille école. « Nous nous considérons comme une agence de développement. » La protection de la nature est certes un élément fondamental. « Mais nous ne pouvons assurer la protection que si nous convainquons les hommes – et cela passe souvent par des arguments économiques. »

L'analyse de nombreux projets modèles dans les espaces protégés confirme d'une certaine manière la position de Schnider. Selon l'étude de la CIPRA, les espaces protégés se concentrent surtout sur un des deux objectifs majeurs, c'est-à-dire soit sur le développement régional, soit sur la préservation ou la stimulation de la biodiversité. Mais l'autre objectif est bien souvent lié et profite en tout cas de la situation.

Les projets permettant d'atteindre simultanément les deux objectifs seraient ceux qui se basent sur de nouvelles offres et produits fortement liés à la biodiversité. Les auteurs donnent comme exemple type le parc naturel de la vallée Pöllau en Styrie, dont le paysage est marqué par les vergers haute tige et des allées de poiriers. Avec l'aide du parc naturel, une nouvelle sensibilité s'est développée autour de la poire locale, la « Hirschbirne ». Soixante-dix agriculteurs vendent dans un magasin coopératif des jus, des eaux-de-vie, du vinaigre, des fruits secs et des confitures. La vente rapporte plus d'un million d'euros par an – pour le président de l'association des producteurs, cela n'est que « la partie immergée de l'iceberg ». De nombreux agriculteurs de la région s'efforcent de faire de même et vendent leur production à la ferme – avec pour

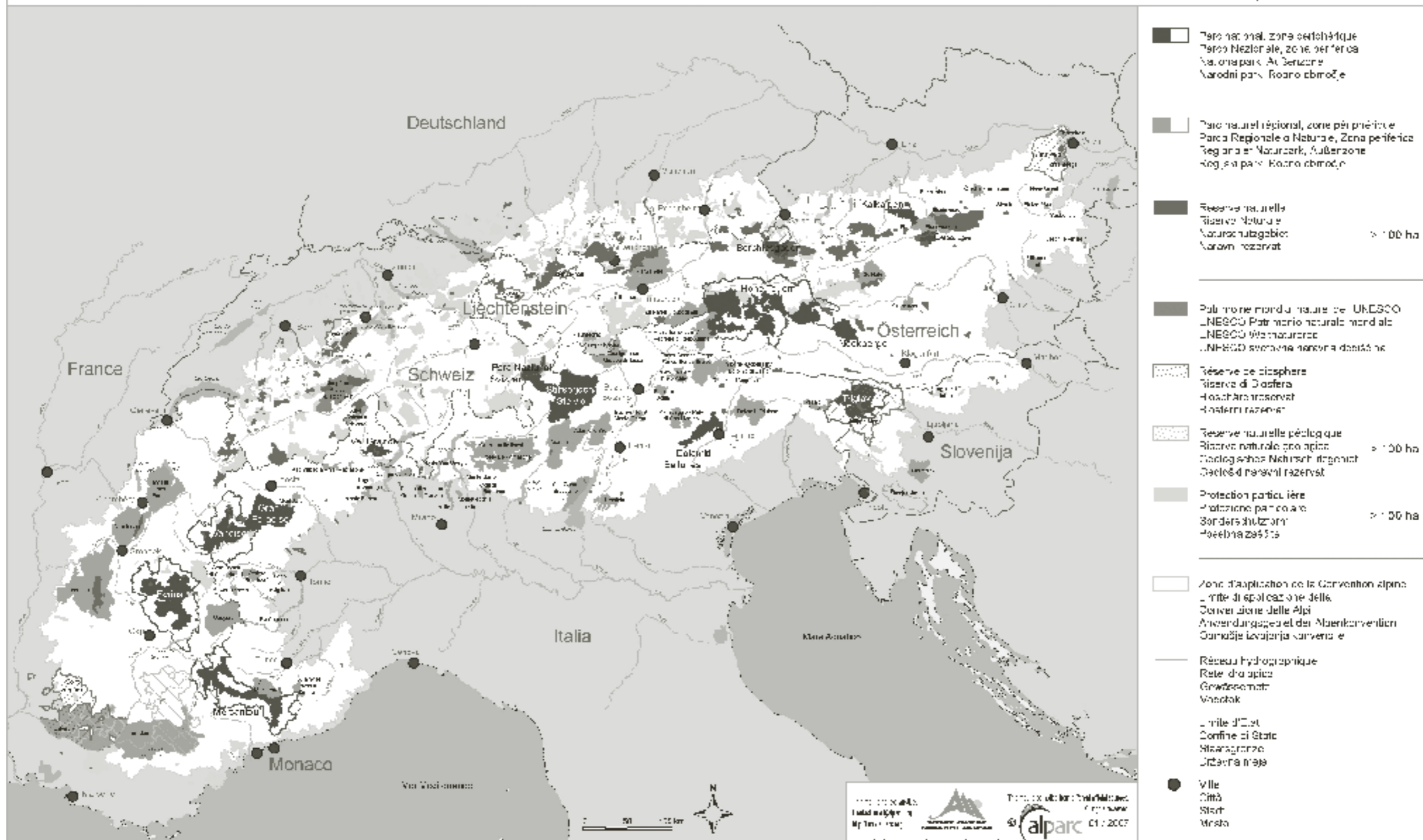


**Actions pour le développement :** au printemps 2007 la « Fromagerie des spécialités de l'Entlebuch AG » a réalisé une augmentation de capital. De nombreux clients extérieurs ont souscrit des actions. « Ils ont fait notre connaissance en tant que touristes de la biosphère et maintenant, ils désirent établir une relation avec notre entreprise », raconte le gérant Franz Troxler.

conséquence que plus personne ne veut abandonner les vergers haute tige qui comprennent tant d'espèces. Hélas, la valeur ajoutée et la protection de la nature ne sont pas toujours si faciles à concilier. Si l'on considère des espèces menacées d'araignées et de vers plutôt que des poires à partir desquelles on peut faire des eaux-de-vie, les arguments purement monétaires ne tiennent plus. Il y a eu de nombreuses tentatives faites pour évaluer la valeur économique de la protection de la nature. On arrive alors à des sommes énormes, par exemple si l'on calcule ce que représente la contribution des forêts à la régulation climatique ou ce que les guêpes ou autres insectes apportent à l'agriculture en pollinisant les arbres fruitiers et les cultures des

champs. Le fait est que la valeur dégagée par la protection de la nature et par la diversité biologique ne peut se réduire à des calculs en euros ou en centimes d'euros ; cela va bien plus loin avec des considérations esthétiques et culturelles et même avec la qualité de vie d'un territoire. Dans son « Mémoire sur l'avenir des Alpes », la CIPRA souligne que la contribution des espaces protégés au développement régional ne doit pas être appréciée de manière unidimensionnelle en ne tenant compte que de la valeur ajoutée créée, mais plutôt en considérant leur valeur sociétale globale.

De nombreux espaces protégés se trouvent en haute altitude mais la diversité écologique est également



- Zone nationale, zone pérenne  
 Parco Nazionale, zona perenne  
 Nationalpark, Außenzone  
 Narodni park, Ročno območje
  
- Zone naturel régional, zone périphérique  
 Parco Regionale di Natura e, Zona periferica  
 Regionalpark, Außenzone  
 Regionalpark, Ročno območje
  
- Réserve naturelle  
 Riserva Naturale  
 Naturschutzgebiet  
 Naravn rezervat > 100 ha
  
- Patrimoine mondial naturel de UNESCO  
 UNESCO Patrimonio naturale mondiale  
 UNESCO Weltkulturerbe  
 UNESCO svetovna naravna dediščina
  
- Réserve de biosphère  
 Riserva di Biosfera  
 Biosphärenreservat  
 Biosferni rezervat
  
- Réserve naturelle péologique  
 Riserva naturale proapica  
 Biologisches Naturschutzgebiet  
 Biološki naravni rezervat > 100 ha
  
- Protection particulière  
 Protezione particolare  
 Sonder Schutzzonen  
 Posebna zaščitna > 100 ha
  
- Zone d'application de la Convention alpine  
 Zone di applicazione della  
 Convenzione delle Alpi  
 Anwendungsbereich der Alpenkonvention  
 Območje izvajanja konvencije
  
- Réseau hydrographique  
 Rete idrografica  
 Gewässernetz  
 Vredotak
  
- Limite d'Etat  
 Confine di Stato  
 Staatsgränze  
 Državna meja
  
- Ville  
 Città  
 Stadt  
 Mesto

## Extrait du « Memorandum pour l'avenir dans les Alpes »

A partir des savoirs réunis au cours de plusieurs séminaires et études, la CIPRA a exprimé les revendications suivantes quant au thème de la protection de la Nature et des espaces protégés :

· Beaucoup d'espaces protégés ont été créés dans les Alpes au cours des dernières décennies et d'autres verront le jour dans les années à venir. Ils constituent un pilier important pour le développement régional durable et des refuges pour la biodiversité. La CIPRA souhaite le développement d'espaces protégés de qualité et réclame l'abandon des labels trompeurs. Des critères de qualité contraignants doivent être introduits pour toutes les catégories d'espaces protégés alpins.

· De grandes lacunes au niveau de la protection de la nature sont dues à l'absence de continuum écologique dans les Alpes et leurs régions environnantes. La CIPRA réclame la création de liens spatiaux plus étroits entre les espaces protégés et l'aménagement de corridors écologiques entre des régions précieuses sur le plan écologique. La biodiversité et le fonctionnement écologique doivent également être maintenus et encouragés en dehors des espaces protégés et dans les régions soumises à une pression élevée.

· A de nombreux endroits, les espaces protégés sont des régions modèles et les plates-formes d'un développement régional durable et les communes assument une fonction importante dans ce contexte. La CIPRA souligne qu'il ne faut pas considérer la contribution des espaces protégés au développement régional de manière unidimensionnelle en ne tenant compte que de la valeur ajoutée créée ; l'impact des espaces protégés doit être évalué sur la base de leur valeur sociétale globale.

menacée en vallée. Les auteurs de l'étude de la CIPRA insistent sur le fait qu'il est important pour la biodiversité du massif alpin de mettre en place des corridors écologiques entre des espaces protégés souvent isolés. Pour cela, leurs responsables doivent travailler plus qu'avant en étroite collaboration pour tenter de mettre en réseau leurs territoires et sortir de leur isolement. Selon les auteurs, cette mise en réseau fonctionnerait déjà au sein des espaces protégés grâce à des contrats passés avec les agriculteurs qui reçoivent des compensations quand les surfaces considérées sont exploitées avec des méthodes écologiques. « Cet instrument a d'abord essentiellement été utilisé dans les espaces protégés, mais s'est par la suite souvent étendu

aux territoires voisins. »

Le forum agricole de la « Biosphère » a lancé et en partie réalisé la mise en réseau des biotopes dans toutes les communes de l'Entlebuch. Dans un premier temps, un spécialiste a fait un état des lieux du paysage et a élaboré des propositions pour établir des corridors écologiques avec des groupes de travail incluant des administrations communales et des agriculteurs. Une majorité des agriculteurs participe ; par exemple dans la commune de Hasle, cela représente deux tiers des exploitations. Ils plantent sur la base du volontariat des haies ou n'èparent plus de lisier sur certaines prairies. Ils reçoivent en échange de l'argent de l'état fédéral et des communes. Cette compensation

ne semble en tout cas pas être la motivation principale. « D'autres peuvent produire meilleur marché que nous. On ne peut pas baisser nos prix. Alors on doit jouer sur la qualité, en proposant au client quelque chose de particulier, une production écologique de qualité », explique un agriculteur de Hasle.

L'Entlebuch est si brillant que des visiteurs accourent de Norvège et de Chine pour apprendre comment ils pourraient eux aussi créer une région modèle. Avec des présentations Powerpoint, les responsables de « Biosphère » exposent sur l'écran leurs « leçons apprises ». Par exemple : « Le montage d'une structure adaptée qui implique toutes les personnes intéressées demande du temps mais est indispensable ». Cela s'applique en particulier au dénommé « Vogelschau » (Spectacle des oiseaux de l'Entlebuch), peut-être le projet le plus impressionnant qui a été moteur des changements politiques. Près de 100 personnes réparties en huit groupes de travail ont débattu de la future structure politique : est-il raisonnable d'avoir huit communes comprenant 17000 habitants au total avec des caisses publiques toujours plus vides ? Ne pourrait-on pas unir nos forces, développer des synergies pour passer de huit communes à trois ? Ou bien même une seule qui aurait le même poids aux niveaux cantonal et fédéral. Elle pourrait peut-être amoindrir les handicaps pour une agriculture de petites exploitations et maintenir les écoles et d'autres équipements dans la région. Dans ce cas, un « conseil de la vallée » avec trois douzaines de députés constituerait un parlement.

Les forces conservatrices dans la région sont plutôt opposées au regroupement tandis que les progressistes souhaitent la solution globale comme le préconisent les groupes de travail « Finances » et « Aménagement du territoire, formation et gestion ». Le cercle de travail « L'avenir de l'Entlebuch » est aussi favorable à une fusion, mais insiste sur le fait que ce n'est pas tant la forme administrative qui compte mais plutôt l'« implication maximale de toutes les couches de la population » ; en fin de compte, qui a permis l'introduction



**Tout dépend du sol :** le rhododendron (photo) apprécie les tourbières acides de montagne. Mais le rhododendron hirsute a des feuilles dont les bords sont légèrement poilus ; il se plaît bien dans les sous-bois calcaires de la Schratzenfluh, un paysage karstique impressionnant. Les deux variétés sont présentes dans le paysage en mosaïque de l'Entlebuch.

de la « Biosphère » a bien été possible avec la structuration actuelle du territoire. En 2008 un référendum est prévu sur cette question.

Les gestionnaires de la « Biosphère » mènent avec prudence le projet : « il est d'urgent d'attendre » comme le dit l'expression. Cela peut aussi servir de conseil aux visiteurs de Norvège et de Chine : « Les hommes ne doivent pas se sentir dépassés : une progression trop rapide peut faire reculer le processus de plusieurs années. »